

LES COLLEGUES DANS L'ACTION ET DANS LA GREVE POUR ENFONCER LES PORTES DE LABÈGE ET OUVRIR CELLES DES REVENDICATIONS !!!

Ce 2 mars, plus de 600 collègues (venus de plusieurs départements : Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Ariège, Aveyron, Tarn, Tarn et Garonne, Gers, Gard, Hérault...) étaient présents à DIAGORA Labège pour faire entendre leurs revendications à PARINI.

Tôt le matin, les généraux de l'armée mexicaine de la DGFIP étaient sur le pied de guerre pour tenter de faire tomber la colère des agents.

Un dialogue social encore bafoué !

A partir de 9h00, M PARINI s'est rendu sur l'esplanade pour aller à la rencontre des agent(e)s pour servir la propagande habituelle.

Dans ce premier tour de chauffe, PARINI n'a répondu à aucune des revendications posées.

Le staff de PARINI n'avait vraisemblablement pas daigné regarder les cahiers revendicatifs déposés par la CGT pour chacun des départements.

Lors de cette première prise de parole, Philippe PARINI n'aura convaincu ni les personnels ni les élus venus soutenir les agent(e)s en lutte.

Directeurs ou Vigiles ?

Malgré le barrage et le zèle hardi de certains directeurs régionaux et départementaux, les personnels ont envahi la hall pour avoir des réponses claires.

La CGT juge par ailleurs inadmissible les menaces, les intimidations et les gestes déplacés de certains Directeurs à l'égard de collègues. Il va falloir que ces messieurs se calment !!!



Au cours de cette nouvelle prise de paroles, PARINI s'est engagé sur les points suivants :

- **Pas de fermeture de trésoreries sur les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées (pour la Haute-Garonne : l'Isle en Dodon, Aspet, Aurignac, Villefranche Lauragais, Nailloux, Saint-Béat...).**
- **La réponse sur les moyens de fonctionnement a été plus évasive. PARINI a réaffirmé qu'il comblerait les suppressions d'emplois par les applications informatiques, la dématérialisation accrue**
- **Examen de la révision du périmètre de la zone urbaine sensible pour permettre aux personnels du Mirail et de Basso Cambo de bénéficier de l'allocation spéciale de sujétion.**
- **Pas de fermeture du centre des pensions de Toulouse.**
- **À porter le dossier d'indemnité de résidence au niveau fonction publique .**
- **À s'occuper de la problématique Hélios**
- **Revoir l'attribution des emplois pour le Centre Amendes Service.**
- **Ne pas appliquer la loi de mobilité au sein de la DGFIP. Il a réaffirmé l'engagement à réaffecter un agent sur son lieu de résidence en cas de restructuration.**
- **Séparation des métiers assiette et recouvrement, sauf pour l'accueil.**

Le Directeur Général a également indiqué qu'il apporterait, aux organisations syndicales, des réponses écrites aux revendications qui lui ont été transmises.

En revanche, le même dogmatisme sur :

- **L'emploi**
- **les conditions de travail**
- **la rémunération, la PFR**

Les personnels mécontents de ce peu de réponses ont décidé d'envahir la salle de réunion du DOS. Après quelques chahuts, PARINI a capitulé et a annulé sa réunion.

La Direction Générale doit mesurer la colère et l'exaspération des agent(e)s et décider d'ouvrir sans délais de véritables négociations sur l'ensemble des revendications.



Les élus ont soutenu la lutte et dénoncé la RGPP :

**Deux parlementaires toulousaines :
Cathy LEMORTON, Martine MARTINEL,
le sénateur Jean-Jacques MIRASSOU,
la mairie de Toulouse,
l'adjointe au maire de Villefranche-de-
Lauragais Chantal PICARD-SIRUGUE.**